

Contre
Le libre échange
et
la réglementation des
mines de Houilles

et délibéré
Extrait de rapport de la Chambre de
Commerce de St Etienne, contre le Décret
de Sept. de la Seine, 9 7 1852.



Observation :
Les exiges Anglais
ne ont pas mettre
la chambre de
commerce de
St Etienne dans
l'erreur.

Article 1 de la loi communale du 18 juillet, 1837.
porte que les réunions et distractions de communes
qui modifieront la composition d'un département
ou d'un arrondissement, ne peuvent être prononcées
que par une loi.

Ch.

Article 2 dispose que lorsqu'il s'agit de réunir ou distraire des
communes ou sections de communes, il sera procédé
à une enquête préalable.

"L'enquête, dit le rapporteur de la loi n'est que
l'administration de tous les faits; elle lui donne le moyen
de se prononcer en connaissance de cause; elle l'autorise
à s'écartes du conseil municipal, si
est contraire à l'intérêt des habitants. Or, si elle
est plus ouverte au éclairer l'avantage."

p. 9. - L'écrit prévoit de fréquents et graves conflits
entre les chambres de commerce de Lyon et St Etienne.
il dit, la chambre de Lyon appuie le dangereux système du
libre échange. — Elle de St Etienne, préférant les
bénéfices de l'expérience aux rênes ouverts de
théorie, pense que l'on doit éviter tout ce qui

X

///

Assemblée Nationale

pourrait changer les conditions du travail national
et jeter la perturbation dans le domaine industriel :

que si, en matière de tarifs, il ne s'agit rien y avoir
d'absolu, ils doivent être réglés de manière à établir
une juste proportion pondération de tous les intérêts,
en préparant les voies à une liberté progressive pour
l'extension de commerce extérieur.

La Chambre de Lyon est davis que la gigantesque
Compagnie des mines de la Loire peut être autorisée.

M. de St. Etienne proteste de toutes ses forces

contre l'existence d'une Coalition qui, en violation des
lois, étouffe la concurrence et exerce un monopole

monopole



Assemblée Nationale
M. de St. Etienne proteste de toutes ses forces
contre l'existence d'une Coalition qui, en violation des
lois, étouffe la concurrence et exerce un monopole